

par le 4^e Congrès du S.E.D. déclare explicitement qu'aussi longtemps que les grands magnats des trusts dominent la vie sociale en Allemagne occidentale, il n'y a pas de possibilité d'organiser des élections libres. Il ajoute que la « République démocratique allemande » est l'exemple à suivre pour créer une Allemagne démocratique unifiée. En d'autres termes : les dirigeants du S.E.D. ne sont plus prêts à engager des négociations sur une réunification de l'Allemagne en partant d'un abandon de leur pouvoir sur la partie orientale du pays.

Est-ce à dire qu'il s'agit là d'une position définitive, ou que ces décisions reflètent complètement l'avis du Kremlin en la matière ? Ce serait pour le moins imprudent de l'affirmer. Il y a de nombreux indices du fait que Moscou continue à tolérer le régime Ulbricht plutôt qu'à l'approuver pleinement. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est le soulèvement ouvrier contre Ulbricht qui a obligé le Kremlin, prêt à le « liquider » par la voie froide, à redorer son blason. Aujourd'hui encore c'est l'opposition de la base contre tout ce qu'Ulbricht implique de bureaucratie et d'infâme qui oblige la bureaucratie soviétique, mortellement effrayée de tout succès éventuel d'une « action directe » contre un représentant quelconque de la bureaucratie, de prolonger son investiture. On peut supposer que la couche de fonctionnaires du S.E.D. qui craignaient d'être « lâchés » par le Kremlin, exploite aujourd'hui la situation et, en appuyant Ulbricht, s'efforce de prendre au plus vite le maximum de gages afin de rendra impossible tout nouveau revirement du Kremlin à ses dépens. Elle vient d'obtenir notamment de l'U.R.S.S. la fin du régime d'occupation. Mais tous les gages institutionnels et légaux s'avèreront en définitive insuffisants. Le seul gage sérieux serait l'appui des masses. Or, ce n'est pas par hasard qu'il s'agit en l'occurrence de la fraction du S.E.D. qui, depuis le 17 juin, a perdu le peu d'appui dont elle jouissait chez les travailleurs.

A l'approche du premier anniversaire du soulèvement ouvrier du 17 juin, nous publions ci-dessous un article paru dans la revue socialiste allemande Pro und Contra sur les répercussions de cet événement dans la classe ouvrière d'Allemagne orientale.

En dépit d'objections diverses le mouvement ouvrier socialiste tend à reconnaître que c'est la **classe ouvrière** qui fut à l'origine de l'insurrection du 16 juin 53 et que ses revendications, loin de viser à une restauration, convergent sur trois mots d'ordre essentiels : amélioration des conditions de vie et de travail, libertés politiques, et contrôle ouvrier sur la production. Autant de devises concrètes de la démocratie ouvrière.

Ce fait n'est en rien modifié par l'exploitation du mouvement par la coalition d'Adenauer (seulement rendue possible grâce à l'irresponsable passivité de la social-démocratie et de la direction syndicale de l'Allemagne occidentale qui s'effrayèrent devant les suites possibles d'un mouvement d'envergure étendue à toute l'Allemagne), ni par la calomnie empoisonnée du S.E.D. qui fait passer les protagonistes de cette action pour des fascistes, des agents à solde et des espions. Il se passera bien du temps avant qu'il soit possible d'écrire une histoire de cette insurrection reposant sur une base concrète. La publication de « rapports des faits » émanant de réfugiés ou de visiteurs de la zone orientale ne peut pas plus nous procurer une image exacte que les descriptions écrites qui parviennent par divers canaux. Ces témoignages ne se distinguent pas seulement par leur manque d'objectivité, s'attachant à relater avec application ce qu'« on » désire entendre ; l'anonymat dont ils sont obligés de s'entourer pour des raisons de sécurité leur ôte encore le caractère d'une base vraiment sérieuse.

Le seul matériel utilisable dont nous disposons aujourd'hui pour fonder une appréciation sur la situation en Allemagne orientale est constitué par les discours des bureaucrates du S.E.D., les rapports de la presse du S.E.D. concernant les efforts en vue de découvrir les foyers de résistance. En em-

ployant ce matériel nous n'entendons, en aucune façon, faire nôtres les calomnies criminelles. Ce n'est qu'en reconstituant ces « pièces de mosaïques » que l'on peut parvenir à une représentation générale de ce que fut l'expression des événements du 16 juin dans les diverses entreprises et les organisations staliniennes de base.

Les événements du 16 juin surprirent un grand nombre de socialistes, se situant entièrement en dehors de la conception qu'ils s'étaient faite de la lutte des classes dans la zone orientale et par delà dans les autres pays dominés par le stalinisme. Aveuglés par une position de départ erronée envers le stalinisme et le rôle de la classe ouvrière dans ces pays, ils ne crurent pas à l'initiative autonome des masses, étant plutôt d'avis que seulement une « intervention de l'extérieur » permettrait à nouveau à la classe ouvrière de s'affirmer à l'Est.

En réalité la résistance prit forme depuis longtemps, sous le couvert du totalitarisme stalinien, avant d'en arriver à l'irruption du 16 juin. C'est un article de **Neues Deutschland** du 22 août 53 consacré à la dénonciation de la « fraction » Zaisser-Herrnstadt qui en porte témoignage :

« A la 10^e session du Comité Central, en novembre 52, Herrnstadt affirmait déjà : « A Zwickau, à Fürstenberg, à Hettstedt, à Berlin dans la Staline-Allée ce sont les ouvriers qui font marcher les fonctionnaires au trot et non inversement. »

« Trois jours avant le putsch on pouvait lire dans un article de Neues Deutschland, sous le titre « Il est temps de poser le maillet », ce qui suit :

« Lorsqu'un organisme d'entreprise du parti et des fonctionnaires marquants de l'économie, membres de notre parti, abusent de la confiance des ouvriers ils ne doivent